



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 13 au 19 mars 2020

Le 20 mars 2020

Résumé

Bangladesh : Macro-économie – ralentissement des exportations sur les 7 premiers mois de l'année fiscale. Net ralentissement des investissements étrangers sur les 7 premiers mois de l'année fiscale 2020. L'Asian Development Bank appuie un programme de mise en place de pompes solaires pour l'irrigation. COCA-COLA prévoit 200 M\$ d'investissements d'ici à 2025. Le groupe WALTON inaugure une usine d'ascenseurs.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Le gouvernement a annoncé la création d'une « task force en réponse à la pandémie actuelle Covid-19 ». En parallèle, la Banque centrale a annoncé des mesures de soutien à la liquidité. Dans son dernier rapport, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a déclaré que l'impact commercial de l'épidémie de coronavirus pour l'Inde serait de 348 M\$. En lien à la pandémie de coronavirus, l'agence de notation S&P Global Ratings a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie indienne à 5,2 % pour l'année calendaire 2020. L'indice des prix de gros ralentit à 2,3 % en février. Le déficit commercial de février se resserre. Net accroissement de l'excédent des échanges de services en janvier. Les ventes de véhicules, toutes catégories confondues, continuent de reculer nettement.

Finances publiques : La dette publique s'établit à 78 214 Mds ₹, soit près de 967 Mds €, fin décembre 2019.

Politique monétaire et financière : L'indice Sensex de la Bourse de Bombay (BSE) a atteint son plus bas sur quatre ans. La croissance des encours de crédit non-alimentaires affiche une légère reprise en janvier.

Maldives : Réponse des autorités à la crise sanitaire liée au COVID-19.

Népal : Hausse des recettes des administrations centrales au cours des six premiers mois de l'exercice 2019/20.

Pakistan : Moody's a abaissé ses prévisions de croissance de l'économie pakistanaise à 2,5 % pour l'exercice en cours en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19. La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,75 point de pourcentage à 12,5 % pour palier le futur ralentissement de l'économie. La Banque centrale a également annoncé deux mesures de soutien au tissu économique. Les investissements directs étrangers (IDE) se sont élevés à 1,8 Mds USD au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – février 2020). Les investisseurs étrangers ont retiré 1,1 Md USD du marché de la dette intérieure au cours des deux derniers mois (février – mars). Augmentation des crédits accordés au secteur privé sur les sept premiers mois de l'exercice en cours. La Bourse du Pakistan (PSX) a enregistré le 18 mars la deuxième plus forte chute journalière depuis le 20 mai 2002 après la baisse observée sur les quatre derniers mois. Le déficit du compte courant du pays s'est contracté de 71% au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – février 2020). L'indice de production industrielle



(*Large Scale Manufacturing*, LSM) a connu une baisse de 3,4 % sur les sept premiers mois de l'exercice budgétaire (1er juillet 2019 au 31 janvier 2020).

Sri Lanka : Crise du COVID-19 : Fortes restrictions imposées par les autorités. Crise du COVID-19 : plusieurs mesures de soutien à l'économie annoncées. Extension du budget provisoire jusqu'à fin-mai, report des élections législatives. Signature d'un prêt de 500 M USD avec la Banque chinoise de développement.

BANGLADESH

- **Macro-économie – ralentissement des exportations sur les 7 premiers mois de l'année fiscale.** Le tassement des exportations observé depuis août 2019 se confirme. Selon les données de l'Export Promotion Bureau (http://epb.gov.bd/site/view/epb_export_data/), les exportations de biens se sont élevées à 26,24 Mds\$ sur les sept premiers mois contre 27,6 Mds \$ sur la période juillet 2018-février 2019, marquant une baisse de 4,8%. Comparée aux objectifs d'exportation, elle atteint 12,7%. Le secteur du textile-habillement, poids lourd de l'économie (84% des exportations en 2019) a vu ses ventes baisser de 5,5% à 21,8 Mds\$ (10,9 Mds\$ pour les articles de tricot et pour les produits tissés) contre 23,1 Mds \$ l'an passé, en retrait de 13% sur une cible de ventes prévue à 25,2 Mds \$.

Le ralentissement de l'économie induit par la crise sanitaire du coronavirus se traduit déjà par des perturbations dans l'approvisionnement de la chaîne logistique; au final, les objectifs d'exportation fixés pour l'année fiscale en cours qui s'achèvera fin juin prochain (45,5 Mds\$) ne seront pas atteints. En 2020, le textile-habillement devait représenter 84% des exportations, avec 38,2 Mds\$ répartis entre les produits de tricots (18,85 Mds\$ en progression de 11,6%, et les articles tissés (19,35 Mds\$, +7,2%). En 2018/2019, les exportations de biens se sont élevées à 40,53 Mds\$ dont 34,13Mds \$ pour la filière textile-habillement.

- **IDE – Net ralentissement des investissements étrangers sur les 7 premiers mois de l'année fiscale 2020.** Sur la période juillet 2019-janvier 2020, les **flux bruts** d'investissements directs étrangers s'élèvent à 3228 M\$, soit une progression infime (+4,6%) par rapport aux 7 premiers mois de FY2019 ; les flux nets tombent à 1682 M\$ contre 1618 M\$ en glissement annuel (+4%), d'après les données de la banque centrale (www.bb.org.bd/econdata/bop.php).

Le niveau des IDE reste insuffisant. Les flux nets d'IDE étaient en forte augmentation en FY2019 pour atteindre 2540 M\$ (+42% sur 2018, avec un flux brut de 4,5 Mds\$) mais restent très loin de la cible de 3% du PIB (environ 9 Mds\$) fixée par le gouvernement. Le Bangladesh affiche un niveau d'IDE nettement inférieur à celui de ses concurrents régionaux, et sans rapport avec la taille de son économie (41^{ème} mondiale en 2019 avec un PIB estimé à 302 Mds\$).

- **L'Asian Development Bank appuie un programme de mise en place de pompes solaires pour l'irrigation.** Les premières pompes solaires pour l'irrigation ont été installées en 2012 ; fin 2018, le parc était estimé à 1372 unités selon la *Sustainable & Renewable Energy Development Authority* (SREDA), et à fin juin 2019, *Infrastructure Development Company Limited* (IDCOL, institution financière publique non bancaire) avait approuvé 1473 nouvelles pompes.

Le gouvernement s'est fixé comme objectif de **remplacer à terme par des pompes solaires SPV** toutes les pompes diesel (soit quelque 1,34 M de pompes réparties sur 3,4 M hectares), ce



qui permettra de produire 150 MW d'électricité, et d'économiser 1 million de tonnes de diesel brûlé chaque année (pour une facture d'importation de 1,2 Mds\$).

En février 2019, la capacité totale mise en œuvre est de 28,27 MW. En septembre 2019, une feuille de route a été rendue publique, visant à remplacer un tiers des pompes diesel d'ici à 15 ans, pour générer 480 M\$ d'économies sur le carburant (400.000 T), et 96 M\$ par an sur les subventions accordées sur le diesel (soit 800 M\$ sur 15 ans), outre la réduction induite des émissions de GES. Le programme appuyé par l'Asian Development Bank avec un financement de 42,4 M\$, évalue à 637 GWh/an le potentiel d'électricité qui pourrait être injecté dans le réseau national au terme des 15 années, et un cumul de 5250 GWh, valorisé à 250 M\$ au bénéfice des paysans. En outre, l'économie réalisée sur la non consommation d'énergie fossile est estimée à 30 M\$/an.

La SREDA a publié des recommandations (*Guidelines*) pour intégrer dans le réseau national l'énergie excédentaire issue des pompes solaires, en mettant en place un projet pilote de 24,5 Kilowatt à Khustia, via la *Bright Green Energy Foundation* (BGEF). Le programme de remplacement opéré par IDCOL permet au paysan de limiter son apport initial à 15% du coût de la pompe, IDCOL apportant 85% (50% en don et 35% par un prêt sur 10 ans avec un intérêt plafonné à 6%).

- **IDE – environnement COCA-COLA prévoit 200 M\$ d'investissements d'ici à 2025.** Le président du groupe Coca-Cola annonce un programme d'investissements de 200 M\$ sur les 5 prochaines années au Bangladesh, et vise un taux de recyclage de ses emballages de 50% en 2030. Présent depuis 50 ans avec 100 M\$ d'investissements réalisés, le groupe est très engagé dans l'émancipation économique des femmes, à travers son programme « 5 by 20 » visant à soutenir mondialement 5 millions de femmes entrepreneurs en 2020. Cette initiative a été lancée au Bangladesh en 2015 avec l'ouverture du 1er *Women Business Centre* (WBC), et fin 2020, plus de 100.000 foyers en bénéficieront. Actuellement, le réseau couvre 240 WBC en zone rurale pour une population de 70.000 femmes auto entrepreneurs. Le groupe veut également accélérer son programme de collecte et de recyclage de ses emballages (il produit annuellement 3 M T d'emballages plastiques dans le monde) pour atteindre un niveau de recyclage de 50% en 2030. (13/03/2020)
- **Politique industrielle – le groupe WALTON inaugure une usine d'ascenseurs.** Le conglomérat WALTON poursuit sa diversification industrielle. Il a inauguré fin février une usine d'ascenseurs dans son nouveau parc industriel Walton Hi-Tech Industries (WHIL) à Chandra/Gazipur, près de Dhaka ; l'investissement de 5,4 M€ a été conçu dès 2014 pour une capacité de 1000 unités/an et le groupe ambitionne de prendre jusqu'à 50% d'un marché local, estimé à 130 M€ par an pour 5000 unités, totalement dominé par des équipements importés, de Chine principalement ; il souhaite par ailleurs que le gouvernement encourage les industriels en révisant sa politique tarifaire (les ascenseurs importés ne sont taxés qu'à 1% contre 10% pour les composants nécessaires à leur fabrication).

Confiant dans la qualité de ses équipements (ascenseurs pour passagers, élévateurs à capsule et monte-charges à usage industriel), le groupe offre 5 ans de crédit à ses futurs clients, sur un marché qui progresse de 20% chaque année en raison de l'urbanisation croissante du pays. Le groupe envisage de construire une seconde unité pour les monte-charges. Le conglomérat Walton (waltonbd.com/) est l'un des principaux fabricants nationaux de biens de consommation durables (motocycles, téléviseurs, réfrigérateurs, climatiseurs, etc.). Walton Group of Industries

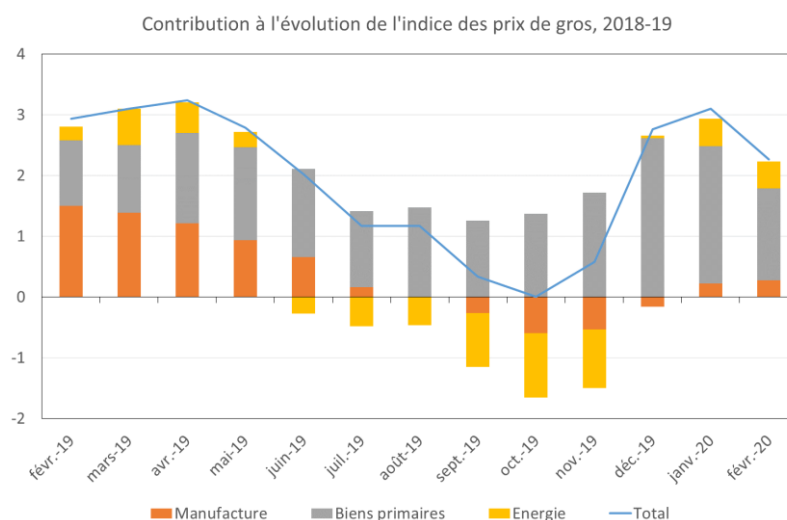


était à l'origine une société familiale de négoce fondée en 1977 par S.M Nurul Alam Rezvi, actuel président du groupe.

INDE

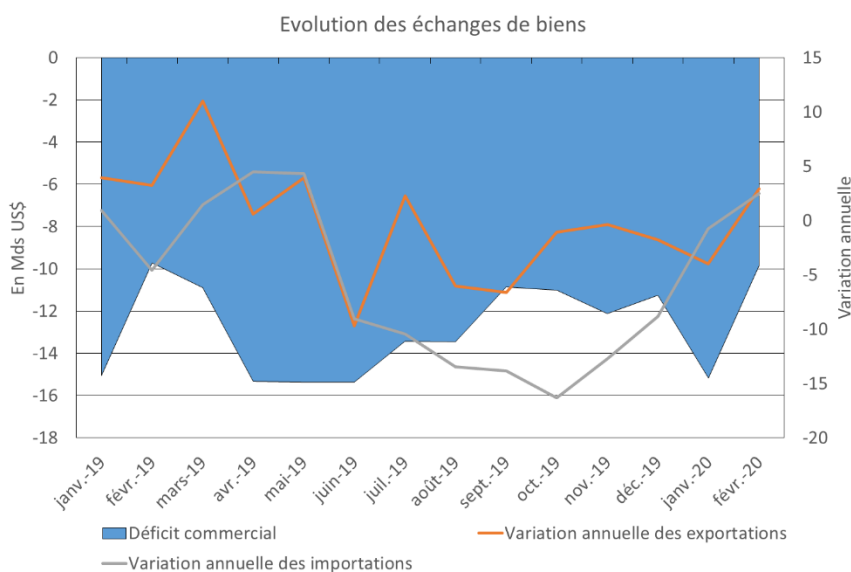
INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Le gouvernement a annoncé la création d'une « task force en réponse à la pandémie actuelle Covid-19 ».** Sous la direction du ministère des Finances, et sur la base des commentaires reçus des divers ministères et des Etats-fédérés, l'objectif affiché par le gouvernement est de minimiser les impacts négatifs de la pandémie du coronavirus. Les recommandations et mesures devraient ainsi être annoncées dans les prochains jours alors que le gouvernement a, en parallèle, acté un couvre-feu le 22 mars et la fermeture des espaces publics tels que les cinémas, centres commerciaux ou bien les musées.
- **En parallèle, la Banque centrale a annoncé des mesures de soutien à la liquidité.** Elle mènera notamment des opérations de mise en pension à long terme (LTRO) supplémentaires, pour un total de 1 000 milliards ₹ au taux de mise en pension (5,15%), afin d'améliorer la transmission de la politique monétaire. Une nouvelle série de swaps/devises, à hauteur d'un plafond de 2 Mds \$ à compter du 23 mars, permettra aussi de fournir des liquidités en dollars. Le Gouverneur de la RBI n'a en revanche pas confirmé de mouvement de taux avant la prochaine réunion du Comité de politique monétaire le 3 avril prochain
- **Dans son dernier rapport, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a déclaré que l'impact commercial de l'épidémie de coronavirus pour l'Inde serait de 348 M\$.** Alors que l'Inde figure parmi les 15 économies les plus touchées, le rapport souligne que les externalités négatives concernent notamment le secteur des produits chimiques (à hauteur de 130 M\$), les textiles et les vêtements (pour un impact estimé de 64 M\$), le secteur de l'automobile (34 M\$) ou bien celui des machines électriques (12 M\$).
- **En lien à la pandémie de coronavirus, l'agence de notation S&P Global Ratings a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie indienne à 5,2 % pour l'année calendaire 2020.** Alors que l'estimation initiale était située à 5,7 %, l'agence a déclaré que l'économie mondiale risquait de tomber en récession suite à la pandémie actuelle. En raison de la récession mondiale attendue, l'agence indiquait que l'Inde, à l'instar d'autres économies émergentes, pourrait enregistrer de fortes sorties de capitaux et induire une dévaluation significative de la roupie indienne.
- **L'indice des prix de gros ralentit à 2,3 % en février,** selon les données publiées par le ministère du Commerce et de l'Industrie. Il indique ainsi une décélération après deux mois consécutif de hausse et le pic de dix mois atteint par les prix de gros en janvier (+3,1%). Celle-ci est principalement imputable à l'évolution du prix des articles alimentaires. En hausse de 10 % en janvier, ces derniers enregistrent une augmentation plus contenue, à 6,7 %, un mois plus tard.



Le prix des produits manufacturiers demeure dans le même temps atone avec un essor de 0,4 %, soit un rythme similaire à celui enregistré en janvier (+0,3 %). Enfin, le prix de l'énergie demeure à 3,4 %, à l'instar du mois de janvier. **Sur les 11 premiers mois de l'exercice budgétaire**, les prix de gros progressent de 1,8 % en moyenne, contre 4,4 % sur la période analogue un an plus tôt.

- **Le déficit commercial de février se resserre.** Le déficit commercial mensuel de l'Inde a fortement diminué en février 2020 pour atteindre 10 Mds \$, soit un étiage de douze mois, après avoir atteint 15 Mds \$ un mois plus tôt. Les exportations progressent de 3% sur un an, le premier essor enregistré depuis juillet 2019. La croissance des importations enregistre dans le même temps une hausse de 2,5% sur un an, la plus soutenue depuis mai 2019.

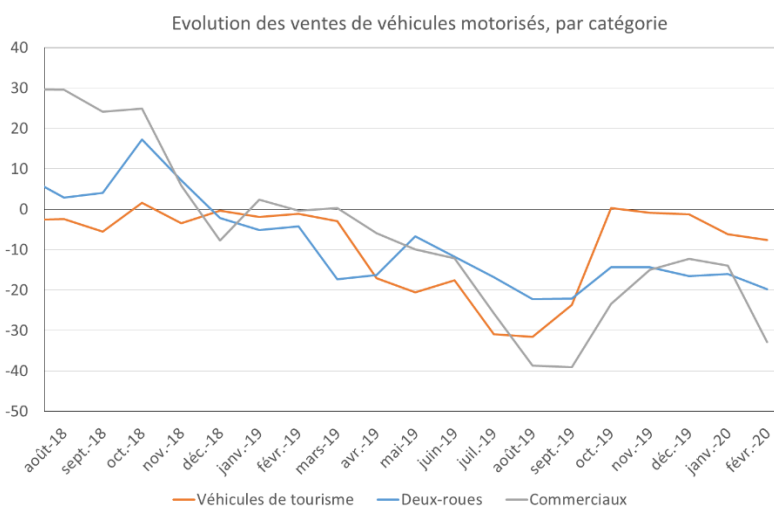


Cette réduction notable du déficit commercial a été provoquée par une correction des importations de pétrole (au vu de la forte contraction du prix des hydrocarbures sur le mois) et de produits autres que pétroliers. Les prix du pétrole brut ont en effet fortement chuté, de 66 à



58 US\$ par baril entre janvier et février 2020, et s'affiche à la mi-mars en-deçà de 30 US\$. Sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire, le déficit des échanges de biens s'élèverait à 143 Mds \$, contre 171 Mds \$ un an plus tôt à la même période.

- **Net accroissement de l'excédent des échanges de services en janvier.** Il s'établit selon la Banque centrale à 7 Mds \$ sur le mois, contre 6,7 Mds \$ en janvier 2019. Les exportations de prestations de services enregistrent un essor de 7 % en glissement annuel et s'établissent à 19 Mds \$. Dans le même temps, les importations de services ont progressé de 8,8 % en rythme annuel et s'élèvent à 12 Mds \$.
- **Les ventes de véhicules, toutes catégories confondues, continuent de reculer nettement.** Elles s'élèvent à 1,6 million d'unités en février selon les données publiées par l'Association indienne des constructeurs automobiles (SIAM) et diminuent ainsi de 19 % en glissement annuel.



Les ventes de véhicules commerciaux ont baissé de 33 % en janvier, alors que les véhicules de tourisme affichent une contraction de la production de 8%, à l'instar des deux-roues qui affichent une baisse de la production de 20%. Les observateurs s'attendent à un niveau de vente particulièrement bas au cours des prochains mois au regard des effets négatifs liés à la dégradation de la situation économique mondiale.

FINANCES PUBLIQUES

- **La dette publique s'établit à 78 214 Mds ₹, soit près de 967 Mds €, fin décembre 2019** selon le rapport trimestriel sur la dette du ministère des Finances (qui ne comprend pas la dette des Etats fédérés, estimée autour de 21% du PIB lors du dernier exercice). La dette de l'Etat central aurait augmenté de 8% en rythme annuel (+2% par rapport au dernier trimestre).

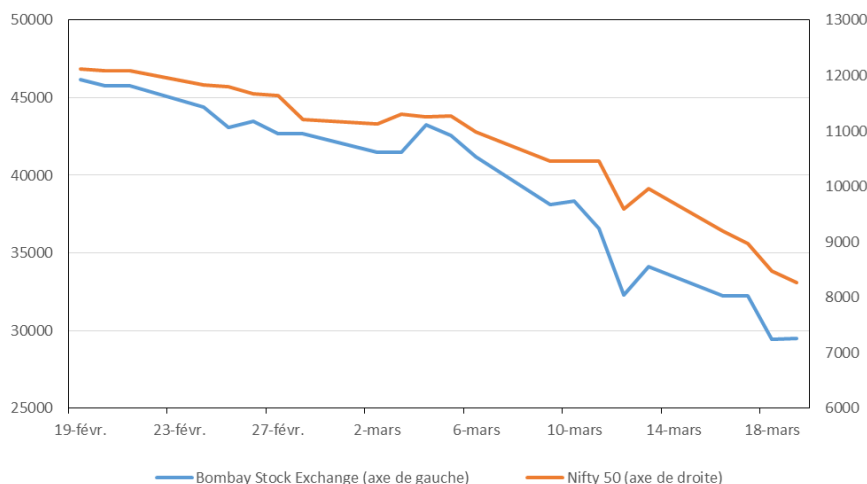
La dette publique (dette intérieure et extérieure) représente 89,5% de la dette totale de l'Etat central, alors que le reliquat correspond aux autres engagements du Trésor (liés pour l'essentiel au passif encouru auprès des fonds d'épargne et de prévoyance).

POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE



- L'indice Sensex de la Bourse de Bombay (BSE) a atteint son plus bas sur quatre ans.** Le *Bombay Stock Exchange Sensitive Index*, indice boursier composé de 30 titres d'entreprises, s'affichait à un niveau de 29 470 à la clôture du 19 mars. Il a ainsi fortement chuté pour s'établir à un niveau inégalé depuis 2016, en deçà du seuil des 30 000 points. La journée du 17 mars a marqué la plus forte baisse de l'indice de la semaine.

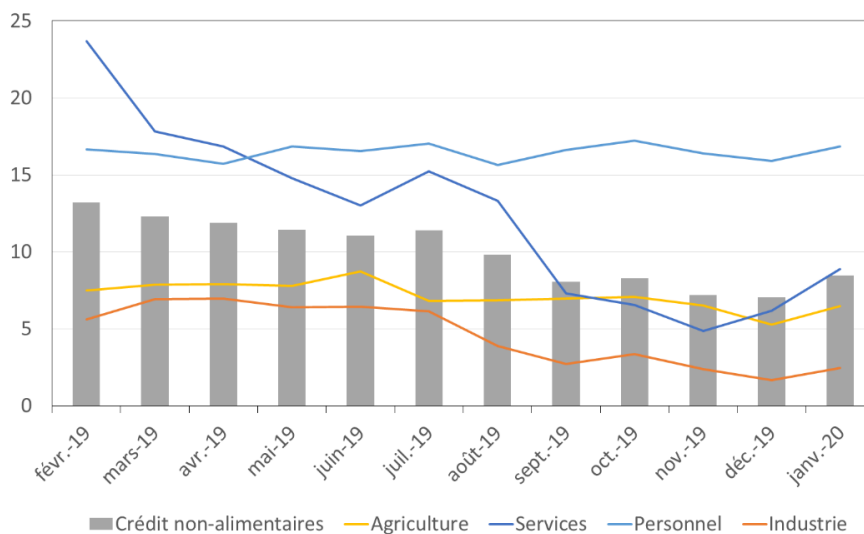
Evolutions des principaux indices boursiers indiens



L'indice NSE *Nifty*, qui est composé des 50 principales capitalisations boursières indiennes, a également lourdement chuté. Il s'établit ainsi à 8 263 à la clôture du 19 mars, soit son plus bas niveau depuis 2016.

- La croissance des encours de crédit non-alimentaires affiche une légère reprise en janvier.** Après avoir connu une croissance en glissement annuel de 7 % sur les deux derniers mois de l'an 2019, les encours de crédits enregistrent un essor de 8,5 % un mois plus tard pour s'élever à 89 000 Mds INR (1 102 Mds €).

Variation annuelle des encours de crédit, par composante





Selon les données publiées par la Banque centrale, **les encours destinés aux particuliers enregistrent la croissance la plus dynamique en janvier**. Ceux-ci s'élèvent, à fin janvier, en hausse de 17 % en glissement annuel, sous l'impulsion notamment des crédits accordés pour le logement (+17,5%) et les achats de véhicules (+10%, un pic depuis août 2018).

Les encours de crédit à destination du secteur industriel progressent de 2,5 % en janvier. Leur rythme apparaît toutefois nettement inférieur à celui enregistré un an plus tôt (+5,6 %). On notera la hausse contenue des prêts destinés aux petites et micro entreprises (+0,6 % en glissement annuel) alors que les prêts consacrés aux grandes entreprises, qui représentent 83 % des encours totaux du secteur secondaire, progressent quant à eux de 3 %.

De leur côté, les encours de crédit non-alimentaires destinés au secteur des services ont enregistré une hausse de 9 % en rythme annuel, nettement supérieure à celle enregistrée au mois de décembre (+6%). On notera que les prêts destinés aux institutions financières non-bancaires (NBFCs), qui représentent dorénavant un tiers des prêts du secteur tertiaire (contre 20 % en janvier 2018 pour rappel), enregistrent une hausse soutenue de 32 % sur le mois.

Enfin, les prêts destinés au secteur primaire enregistrent un essor de 6,5 % en glissement annuel, soit un rythme inférieur à la période analogue un mois plus tôt (+7,6 %).

MALDIVES

- **Réponse des autorités à la crise sanitaire liée au COVID-19.** L'état d'urgence sanitaire a été déclaré à partir du 12 mars pour une période de 30 jours. Les autorités ont décidé de placer à l'isolement ou en quarantaine l'ensemble des Maldiviens en provenance des pays étrangers. L'Autorité de protection de la santé (HPA) a interdit l'ensemble des établissements hôteliers à accueillir de nouveaux touristes étrangers à partir du 17 mars et ce pour une période de 14 jours. Le gouvernement a décidé de faire 1 MVR d'économies en vue de faire face à aux conséquences financières engendrées par la crise. L'ensemble des établissements d'enseignement sont fermés. En outre, l'ensemble des administrations seront fermées du 19 au 26 mars, à l'exception des services essentiels. Au 20 mars, les Maldives comptaient 13 cas de personnes infectées par le COVID-19, dont aucun maldivien.

NEPAL

- **Hausse des recettes des administrations centrales au cours des six premiers mois de l'exercice 2019/20** (mi-juillet 2019/2020). Elles s'afficheraient à 460 Mds NPR (3,5 Mds EUR) et marqueraient, par rapport à l'exercice précédent, une hausse de 13%, selon les données de la Banque centrale népalaise.

Les impôts sur le revenu ont été la principale composante de la hausse des recettes fiscales : elles marquent une progression annuelle de 22 % à 113 Mds NPR (25% du total), à l'instar des recettes adossées à la TVA – en hausse de 30% par rapport au premier semestre de l'exercice 2018/19. En outre, les droits d'accises s'affichaient, pour leur part, en hausse de 15% à 64 Mds NPR (14% du total) tandis que les droits de douane affichent une baisse de 2,2% à 78 Mds



NPR (20% du total). Enfin, les recettes non-fiscales (revenus de cession, dividendes, fréquences) affichaient, une hausse de 50% à 64 Mds NPR, soit désormais 14% du total.

PAKISTAN

- **Moody's a abaissé ses prévisions de croissance de l'économie pakistanaise à 2,5 % pour l'exercice en cours en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19**, et ce même si l'agence estime que les risques pour l'ensemble de la région Asie-Pacifique sont en baisse. En décembre 2019, l'agence de notation avait prévu un taux de croissance du PIB du Pakistan à 2,9 % sur l'exercice 2019/20. Le Pakistan qui enregistrait déjà un ralentissement de son économie sur l'exercice précédent avec une croissance de 3,3 %, à comparer à 5,5 % en 2017/2018, pourrait donc connaître un fort ralentissement de son économie pour le deuxième exercice consécutif.
- **La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,75 point de pourcentage à 12,5 % pour palier le futur ralentissement de l'économie**. Cette légère baisse ne devrait pas permettre de relancer l'investissement des entreprises mais viserait à faciliter le remboursement des emprunts pour les entreprises et les ménages. Elle ne devrait pas avoir d'impact important sur l'inflation (12,4 % en février en glissement annuel) qui devrait se situer autour de 11-12 % d'ici la fin de l'exercice 2019/2020 selon les prévisions de la Banque Centrale.
- **La Banque centrale a également annoncé deux mesures de soutien au tissu économique :**
 - la mise en place d'un fonds de garantie des crédits de 100 Mds PKR (568 M USD) destiné aux entreprises du secteur manufacturier – à l'exception notable du secteur de l'énergie – afin de stimuler les investissements. Ce fonds vise également à garantir aux entreprises du secteur l'octroi de crédits supplémentaires à un taux bonifié (7 % sur 10 ans, avec un montant maximum de 5 Mds PKR par projet).
 - l'ouverture d'une ligne de crédit de 5 Mds PKR (28,4 M USD) pour soutenir le secteur de la santé (crédit à un taux de 3 % sur 5 ans pour l'achat d'équipement destinés à détecter et traiter l'épidémie Covid-19 avec un montant maximum de 200 M PKR ou 1,25 M USD par structure hospitalière).
- **Les investissements directs étrangers (IDE) se sont élevés à 1,8 Mds USD au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – février 2020)**. Selon les statistiques de la Banque centrale, les flux nets d'IDE s'affichent en hausse de 75 % (ou 794 M USD) par rapport à l'exercice précédent sur la période considérée. Au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours, les entrées d'IDE se sont élevés à 2,4 Mds USD contre des sorties à hauteur de 507 M USD.

Cette situation s'explique principalement par une forte augmentation des entrées de capitaux en provenance de Chine qui ont bondi de 133 % pour atteindre 696 M USD au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours, contre 298 M USD pour la période considérée de l'exercice précédent 2018/2019. La Norvège est le deuxième pays d'origine des flux d'IDE avec 289 M USD d'investissement (essentiellement grâce au paiement de frais de licence d'une entreprise du secteur des télécommunications).

Les investissements au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours se sont principalement orientés vers cinq secteurs : l'énergie (576 M USD), les communications (472



M USD), les services financiers (195 M USD), le pétrole et le gaz (177 M USD) et les machines électriques (143 M USD).

- **Les investisseurs étrangers ont retiré 1,1 Md USD du marché de la dette intérieure au cours des deux derniers mois (février – mars).** Ce montant correspond à près d'un tiers de l'investissement consolidé réalisé par les investisseurs étrangers depuis juillet 2019 (3,5 Mds USD). Selon la Banque centrale, les étrangers ont retiré leurs investissements (obligations et bons du Trésor) pour réduire le risque sur leurs portefeuilles avant une éventuelle récession de l'économie dans un contexte marqué par la crise du Covid-19. Malgré le retrait des investisseurs étrangers, les réserves de change du pays continue d'augmenter. Les réserves de changes ont augmenté de 5,5 Mds USD depuis la fin de l'exercice 2018/2019 (30 juin 2019) pour atteindre 12,8 Mds USD à la fin du mois de février 2020.
- **Augmentation des crédits accordés au secteur privé sur les sept premiers mois de l'exercice en cours.** Les crédits octroyés au secteur privé enregistrent une hausse de 146 Mds PKR (827 M USD) entre le 1^{er} juillet 2019 et le 31 janvier 2020. Cela est toutefois bien inférieur au montant des crédits accordés au secteur privé sur la période considérée en 2018/2019 (507 Mds PKR ou 2,9 Mds USD). Cette situation s'explique principalement par le ralentissement de l'économie pakistanaise et un environnement des affaires qui demeure contraignant.
- **La Bourse du Pakistan (PSX) a enregistré le 18 mars la deuxième plus forte chute journalière depuis le 20 mai 2002 après la baisse observée sur les quatre derniers mois.** Cette baisse historique témoigne de la crainte des investisseurs locaux et étrangers dans tous les secteurs, craignant la propagation du coronavirus au Pakistan et dans le monde entraînant une nouvelle perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales et la menace d'une récession imminente. Le KSE-100 a plongé de 2 201 points ou 6,8 % pour clôturer à 30 416 points mercredi.

Les principaux secteurs touchés au Pakistan sont le secteur de l'énergie (-7,77 %), le secteur du pétrole et du gaz en baisse de 7,5 % (ex : *Pakistan Petroleum Limited et Oil and Gas Development Company*), le secteur du ciment en chute de 7,25 % (ex : *Lucky Cement, Maple Leaf Cement*), le secteur bancaire en baisse de 6,99% (ex : *The Bank of Punjab, MCB Bank, United Bank Limited, et Habib Bank Limited*), le secteur automobile en baisse de 6,4 %, le secteur des télécommunications (-6,47 %) et le secteur agro-alimentaires (p. ex. *Rafhan Maize, Unity Foods, Engro, Fauji Fertilizer Company*). En revanche, certains secteurs sont globalement en hausse comme le secteur des produits pharmaceutiques et le secteur du textile.

- **Le déficit du compte courant du pays s'est contracté de 71% au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – février 2020),** principalement en raison d'une réduction significative de la facture des importations (biens et services) et d'une croissance modeste des transferts de fonds des travailleurs expatriés. Selon la Banque Centrale le compte courant a affiché un déficit de 2,8 Mds USD au cours des huit premiers mois de l'exercice actuel contre 9,8 Mds USD sur la période considérée au en 2018/2019.

Cette forte contraction du déficit du compte courant s'explique notamment par :

- une forte réduction de la facture des importations de biens : contraction massive, d'environ 35 % en glissement annuel, de la facture des importations de marchandises du pays à 13,2 Mds USD entre juillet 2019 et février 2020 ;



- une légère réduction de la facture des importations de services : avec 3,7 Mds USD d'exportations et 6,1 Mds USD d'importations, le secteur des services a affiché un déficit de 2,3 Mds USD (-11 % en g.a.) ;
 - une augmentation des transferts de travailleurs expatriés : ces derniers ont enregistré une croissance de 5,4 % en g.a. au cours des huit premiers mois de l'exercice.
- **L'indice de production industrielle (*Large Scale Manufacturing, LSM*) a connu une baisse de 3,4 % sur les sept premiers mois de l'exercice budgétaire (1^{er} juillet 2019 au 31 janvier 2020).** Selon les données de la Banque centrale, l'industrie automobile enregistre une contraction de 36,1 %, la production de fer et d'acier a baissé de 9,3 %, les produits pétroliers ont diminué de 10,6 %, l'électronique de 8,5 %, les produits pharmaceutiques de 5,8 %, les produits d'ingénierie de 3,6 % et les produits chimiques de 3,2 %. En revanche, des secteurs affichent une augmentation au cours de la période considérée, dont le textile (+0,3 %), les aliments, les boissons et le tabac de (+1,9 %), la croissance des produits minéraux non métalliques (+1,7 %), les engrais (+4,5 %), le cuir (+11,2 %), le papier et le carton (+6,8 %), les produits en caoutchouc (+2,1 %) et les produits du bois (+25,1 %).

SRI LANKA

- **Crise du COVID-19 : Fortes restrictions imposées par les autorités.** La situation épidémiologique reste sous contrôle avec un nombre de personnes infectées encore relativement modeste (59). Néanmoins les autorités ont ordonné la fermeture des écoles jusqu'au 20 avril, et celle des universités ; les regroupements, déplacements, manifestations sportives sont interdits ; le débarquement de passagers est interdit sur l'aéroport et le port de Colombo ; l'aéroport de Jaffna est fermé. Un couvre-feu a été institué sur l'ensemble du territoire à partir de vendredi 18 :00 jusqu'à lundi 6 :00. Les employés des secteurs privé et public fonctionneront par télétravail jusqu'au 27 mars.
- **Crise du COVID-19 : plusieurs mesures de soutien à l'économie annoncées.** La Banque centrale (CBSL) a, lors d'une réunion exceptionnelle, décidé de diminuer le niveau de ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR), de 25 points de base, à respectivement 6,25% (SDFR) et 7,25%. Ces nouveaux taux sont en vigueur depuis le 17 mars. Il s'agit de la deuxième baisse depuis le début de l'année. Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio – SRR*) est également baissé, d'un point de pourcentage, à 4%. L'institution considère que les mesures d'assouplissement des taux d'intérêt sont nécessaires pour soutenir la croissance, affectée par la crise engendrée par le COVID-19. Le gouvernement a annoncé un moratoire de 6 mois sur le remboursement des prêts, mesure qui concernera les entreprises actives dans les secteurs du tourisme, de l'export de textile, les nouvelles technologies, les PME ainsi que les services de placement en emploi à l'étranger. En outre, il a demandé aux banques de fournir des fonds aux entreprises avec un taux d'intérêt réduit à 4%. Les autorités ont par ailleurs décidé de supprimer les taxes à l'importation qui étaient applicables sur les masques et les produits désinfectants.
- **Extension du budget provisoire jusqu'à fin-mai, report des élections législatives.** Le président Gotabaya Rajapaksa a autorisé 1224,9 Mds LKR (6,1 Mds EUR) de dépenses pour la



période mars-mai 2020, incluant les dépenses prévues par le budget provisoire qui cours jusqu'au 31 avril. 713,8 Mds ont été alloués aux dépenses courantes et 511,1 Mds LKR seront dévolus aux investissements sur ces trois mois. Au niveau de l'allocation par ministère, le ministère des Finances et de l'économie aura à sa disposition 682,3 Mds LKR, le ministère de la Défense 104 Mds LKR et le ministère de la Santé 63 Mds LKR. Le budget pour l'année 2020 n'a pas encore pu être adopté, le Parlement ayant été dissout le 2 mars en vue des futures élections législatives. Celles-ci, initialement prévues pour le 25 avril, ont été reportées à une date ultérieure selon la Commission électorale. Cette future date sera choisie en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

- **Signature d'un prêt de 500 M USD avec la Banque chinoise de développement.** Le gouvernement de Sri Lanka, représenté par le Secrétaire du Trésor M. S.R Attygalle, et la Banque chinoise de développement, représentée par son directeur général adjoint M. Wang Wei, ont signé le 18 mars un accord portant sur un prêt de 500 M USD. Ce dernier est remboursable sur 10 ans avec une période de grâce de 3 ans. Ce prêt offrira à Sri Lanka un accès facilité aux devises étrangères et lui permettra d'accroître ses réserves de change. Celles-ci étaient de 7,5 Mds USD à la fin janvier 2020, assurant une couverture de 4,5 mois d'importation.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse
du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations
exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les
erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas
être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de
l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-
H. Lenfant, J. Deur et H. Lafond.

Version du 20/03/2020